



**HAL**  
open science

# État marchand et État agraire dans l’océan Indien occidental : le sultanat de Zanzibar et le royaume de Madagascar au XIXe siècle

Samuel F. Sanchez

► **To cite this version:**

Samuel F. Sanchez. État marchand et État agraire dans l’océan Indien occidental : le sultanat de Zanzibar et le royaume de Madagascar au XIXe siècle. Cahiers d’histoire. Revue d’histoire critique, 2015, 128, pp.37-57. halshs-02440061

**HAL Id: halshs-02440061**

**<https://shs.hal.science/halshs-02440061>**

Submitted on 17 Oct 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Samuel F. Sanchez, « État marchand et État agraire dans l'océan Indien occidental : le sultanat de Zanzibar et le royaume de Madagascar au XIXe siècle », Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, 128 | 2015, p.37-57

# État marchand et État agraire dans l'océan Indien occidental : le sultanat de Zanzibar et le royaume de Madagascar (1817-1874)

Samuel Sanchez

---

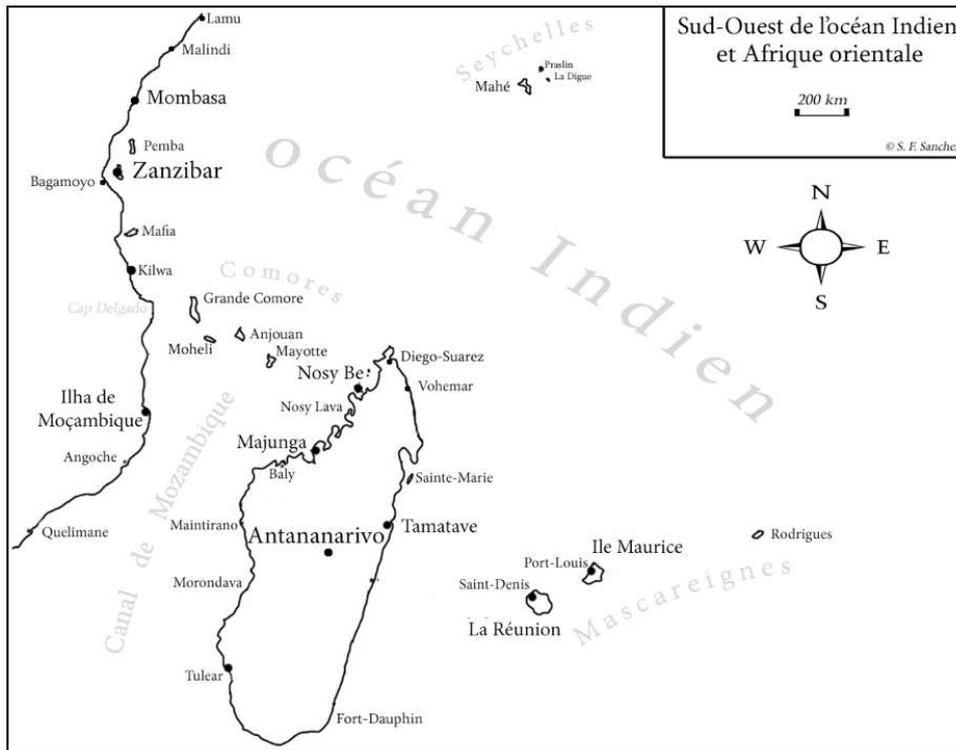
- 1 Le sud-ouest de l'océan Indien au XIX<sup>e</sup> siècle est en général envisagé dans l'historiographie comme un espace de confrontation géopolitique entre différentes puissances coloniales européennes (Grande-Bretagne, France, Allemagne). Les États de la région, dont les plus puissants furent le sultanat de Zanzibar et le royaume de Madagascar, ont fait dans l'historiographie coloniale figure d'États passifs, semi-périphériques, partiellement modernisés et subissant l'intégration forcée dans un « système monde » contrôlé par les métropoles européennes. De leur côté, les historiens de l'Afrique se sont surtout attachés à la construction des États africains précoloniaux, envisagée sous l'angle de la résistance à l'impérialisme et de la formation d'États modernes, qui auraient pu résister aux empires européens, politiquement et économiquement, à la manière du Japon de l'ère Meiji.
- 2 Les deux États qui nous intéressent ont souvent été qualifiés d'« empires » : empire commercial pour Zanzibar<sup>1</sup> et empire politique pour Madagascar<sup>2</sup>. Des critiques salutaires ont été émises à ce sujet pour relativiser l'ampleur de ces constructions politiques et limiter l'usage des superlatifs dans leur analyse<sup>3</sup>. Au-delà du débat sur ces qualificatifs, j'aimerais revenir plus généralement sur les trajectoires de ces deux entités relativement bien connues, mais qui ont rarement été mises en perspective historique. De nombreux points communs réunissent en effet le sultanat de Mascate/Zanzibar, État polarisé autour de la ville portuaire de Zanzibar à partir des années 1830, et le royaume de Madagascar, centré sur Antananarivo dès 1817.
- 3 Les historiographies en ont été dissociées et, malgré bien des efforts pour embrasser l'ensemble de la région historique de l'océan Indien occidental, les clivages issus de la période coloniale persistent entre les traditions francophone et anglophone. Il s'agit

donc ici de désenclaver les espaces et de réfléchir à la construction de ces deux entités politiques marquantes du XIX<sup>e</sup> siècle africain. À l'échelle de l'océan Indien occidental, il semble évident que les deux États présentent à la fois des points communs et des distinctions qui les inscrivent dans la longue tradition des États asiatiques, qui se déclinent, pour reprendre l'expression de Sanjay Subrahmanyam, sur un « large spectre » entre l'État agraire et l'État marchand, maritime<sup>4</sup>.

- 4 La périodisation historique constitue leur premier point commun. Les deux États ont émergé, comme puissances dominantes et exerçant un monopole politique sur de vastes étendues sociales et spatiales, dans les années 1820. Ils ont connu leur apogée au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et ont ensuite perdu leur autonomie économique dans les années 1870, pour enfin voir leur indépendance politique détruite dans les années 1890, lors du *scramble for Africa*.
- 5 Cet article vise à faire le tour des structures et des types de gouvernements mis en place dans ces deux formations. On verra que, loin d'être uniquement le jouet des influences européennes, ils furent des constructions politiques originales, parfois efficaces. Ils furent également en contact et en concurrence dans ce que j'appellerai « un petit concert des nations » de l'océan Indien occidental.

## Dénominations

- 6 Les dénominations elles-mêmes ont une histoire et sont profondément marquées par la dénomination externe établie par les Européens, et parfois adoptée par les États eux-mêmes.
- 7 Le sultanat de Zanzibar est à son origine connu dans les archives européennes sous le nom d'imamat de Mascate ou *Muscat imamate*. Le sultanat de Mascate, centré sur la ville portuaire omanaise, s'est étendu en Afrique de l'Est dès le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Au cours des guerres franco-anglaises de l'Empire, le pouvoir omanais parvint à obtenir le soutien diplomatique de l'Empire des Indes britanniques. Dès les années 1810, les Omanais s'insèrent efficacement sur la côte orientale en prenant appui sur les réseaux marchands qui lient le golfe Persique, la mer d'Oman et les cités-États de la côte swahili. Ce n'est que dans les années 1830, avec la prise de la ville de Mombasa par la dynastie Albusaidi, que le centre de gravité économique de l'ensemble politique va basculer de la métropole mascataise vers l'implantation ultramarine de Zanzibar, qui deviendra dès lors, mais pour peu de temps, le centre politique d'une entité politique étirée en pointillés entre le cap Delgado et le golfe Persique. De Mascate, vieille cité portuaire, le pouvoir glisse donc à Zanzibar, « parvenue née d'hier » selon l'expression de Charles Guillain<sup>5</sup>. On parle donc encore de sultanat ou d'imamat de Mascate jusqu'en 1856 pour désigner cet État maritime et marchand. À la suite de la mort du sultan Sayyid<sup>6</sup> Said bin Sultan (1856), des conflits de succession apparaissent au cœur d'un sultanat difficile à diriger, car faisant le grand écart entre Arabie et Afrique orientale, aux enjeux géopolitiques locaux extrêmement éloignés. Une scission du territoire politique voit le jour et Sayyid Majid prend la tête d'un nouveau sultanat de Zanzibar, indépendant désormais du sultanat de Mascate. Dès lors, Zanzibar apparaît comme un État étendu strictement en Afrique, bien que structurellement dans une position d'interface côtière qui lui donne une structure économique, politique et culturelle fort éloignée des constructions politiques continentales les plus puissantes de l'Afrique centrale (Buganda) et australe (Zulu).



- 8 Le royaume de Madagascar est quant à lui un État élaboré dans les Hautes Terres de Madagascar, dans la région de l'Imerina. Cette région a vu se développer à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle un royaume, dont le souverain Andrianampoinimerina reste la figure fondatrice. Le souverain, issu de la capitale dynastique d'Ambohimanga, parvint à réunir à la fin de son règne la majeure partie des Hautes Terres centrales de Madagascar. Son successeur, Radama I<sup>er</sup> (1810-1828), continua l'œuvre de conquête de son père et parvint à maîtriser une partie importante de l'interface maritime orientale de Madagascar. En 1817, suite à une entente diplomatique avec la colonie de l'île Maurice, administrée par la Grande-Bretagne depuis 1810 et principal partenaire commercial de la côte orientale, le roi Radama I<sup>er</sup> fut reconnu « roi de Madagascar » par la puissance étrangère. Assisté par une importante aide financière et militaire, il parvint à prendre possession des principaux centres économiques de l'île et à établir un réseau de postes militaires contrôlant les artères de communication de Madagascar. Dès lors, le « royaume hova » ou « royaume merina » devint le « royaume de Madagascar », dénomination officielle qui ne doit pas faire oublier que l'institution, même à son apogée, ne contrôla jamais plus des deux tiers de la surface de l'île.

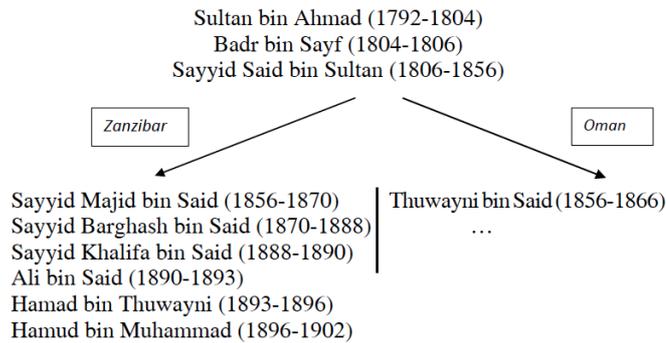
## Dynasties

- 9 Le sultanat de Zanzibar et le royaume de Madagascar sont deux États centrés autour d'aristocraties dominantes, appuyées sur des ancestralités prestigieuses, ancrées dans des traditions religieuses légitimant le pouvoir politique. D'un côté, la monarchie omanaise Albusaidi jouit d'un grand prestige par son implication dans les structures de l'islam ibadite, courant issu du kharijisme, majoritaire en Oman<sup>7</sup>. Les Albusaidi cumulent pouvoir religieux et pouvoir profane. La fonction d'imam ibadite de Mascate assurait un immense prestige et permettait de réunir autour de la dynastie des groupes lignagers arabes de l'Oman, intégrés dans le courant ibadite, à une époque de profondes

mutations religieuses dans la péninsule arabique<sup>8</sup>. En 1856, la scission dynastique suivant la mort de Sayyid Said bin Sultan entraîna la séparation territoriale entre les structures politiques africaines et celles de l'Oman. Comme l'ont bien montré Reda Bhacker et Béatrice Nicolini, la scission est sans doute davantage due à l'expansion wahhabite en Arabie et au bouleversement d'alliances locales en Oman qu'à un réel déséquilibre de ressources entre Mascate et Zanzibar<sup>9</sup>. Dans le cadre de la métaculture islamique partagée dans l'océan Indien, en particulier sur une région de contact ancien comme la côte orientale, la *virtus* des lignages arabes jouait un rôle important dans l'acceptation de l'*auctoritas* omanaise sur la côte swahili. Ainsi, dès le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, les sultans de Mascate jouissaient d'une certaine autorité morale dans la région. À cette époque, des notables d'une île aussi éloignée qu'Anjouan (Comores) étaient prêts à payer tribut au souverain omanais<sup>10</sup>.

- 10 La monarchie malgache jouit du même type de légitimité religieuse, à ceci près qu'elle ne s'inscrit pas, jusqu'à sa conversion au christianisme en 1869, dans une religion mondialisée lui permettant de sortir de ses limites insulaires. La légitimité de la dynastie héritière du roi Andrianampoinimerina (1787-1810) repose en effet sur les cadres de la royauté sacrée. Le contrôle des reliques des ancêtres, des nécropoles, ainsi que de « hauts lieux » (*doany*) porteurs symboliques de l'enracinement des lignages dans le territoire, participe de la sacralité du pouvoir des rois de l'Imerina. L'adhésion aux principes aristocratiques de l'ancestralité a permis à la monarchie merina d'intégrer dans l'État centralisé en construction un certain nombre de petits royaumes, auparavant indépendants, qui étaient eux aussi fondés sur les principes d'ancestralité. La conquête territoriale opérée par Radama dans les années 1820 s'est effectuée à la fois par les armes et par l'intégration de nombreux lignages dans un rapport de filiation avec la dynastie régnante, au titre de *zanakandriana* (aristocrates cadets). Le rapport politique instauré a donc inséré les groupes malgaches soumis dans le nouveau cadre politico-religieux malgache, dont les souverains de l'Imerina étaient les plus prestigieux et puissants garants. Dans les territoires annexés au royaume de Madagascar, des cérémonies lignagères collectives venaient ainsi sanctionner régulièrement la reconnaissance de la suzeraineté du souverain, et un rapport de parenté était instauré entre les monarques et leurs sujets.

### Généalogie 1: succession dynastique Albusaidi (sultanat de Zanzibar)



### Généalogie 2: succession dynastique Merina (royaume de Madagascar)

Andrianampoinimerina (1787-1810)  
 Radama (1810-1828)  
 Ranaivalona (1828-1861)  
 Radama II (1861-1863)  
 Rasoherina (1863-1868)  
 Ranaivalona II (1868-1883)  
 Ranaivalona III (1883-1897)

## Les racines de l'expansion économique

- 11 Les deux États naissent et se développent au début du XIX<sup>e</sup> siècle, dans un contexte bien particulier. Le sultanat comme le royaume ont tous deux connu une importante croissance économique en tirant profit de positions d'intermédiaires entre hinterland africain et économie mondialisée. Le rôle de la traite des esclaves africains a été prépondérant dans l'enrichissement des dynasties régnantes. Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les cités de la côte orientale ont connu une importante croissance économique portée par la demande en travailleurs dans les Mascareignes<sup>11</sup>. À la même époque, à Madagascar, le royaume merina s'était spécialisé dans la traite des esclaves africains vers la côte orientale de la Grande Île. Cette spécialisation permit aux deux États de s'enrichir et de consolider leur assise politique.
- 12 Les deux États surent saisir l'opportunité de l'alliance britannique. Après les guerres napoléoniennes, les Britanniques tentaient d'affermir leur thalassocratie en multipliant les alliances avec des États de l'océan Indien. À Madagascar comme à Zanzibar, l'aide anglaise accompagna à la fois l'ouverture aux marchés mondiaux mais aussi la lente transition économique vers l'abolition de la traite des esclaves.
- 13 En Afrique de l'Est, au cours des années 1830, le sultanat était en train de se recentrer sur sa colonie de Zanzibar. Archipel peu peuplé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Zanzibar abritait dès la première décennie du XIX<sup>e</sup> siècle un grand port d'exportation et de transit. Avec Kilwa, Zanzibar était un des principaux comptoirs de la traite des esclaves africains, vers les Mascareignes notamment. L'expansion des Ibadites de Mascate, restés neutres pendant les conflits franco-anglais de la Révolution et des guerres napoléoniennes, avait atteint les petites îles de l'est de l'Afrique, suivant les réseaux des marchands du golfe Persique. Grâce à sa position centrale dans les réseaux de commerce de l'océan

Indien occidental, l'archipel de Zanzibar était en train de devenir une puissance économique majeure dans le canal de Mozambique. Il étendait son emprise commerciale des côtes du Benadir à Angoche, en passant par le cap Delgado. Dès 1820, les Anglais avaient dépêché plusieurs navires dans la région afin de limiter la traite dans le canal de Mozambique. Ce fut le sens du *Moresby Treaty*, qui engageait dès 1822 les Omanais (et donc les Zanzibari) à ne plus transporter d'esclaves au-delà de la *Moresby line*, ligne de démarcation qui allait du cap Delgado (l'extrême sud des territoires du sultan de Mascate, Sayyid Said bin Sultan) à Diu, dans le Gujarat, en passant par l'île de Socotora.

- 14 Affecté par l'interdiction de la traite des esclaves au-delà de la ligne Moresby (1822), Zanzibar se reconvertit partiellement dans une agriculture de rente connectée au marché européen et indien<sup>12</sup>. Lancée à partir des années 1820, la culture du girofle connut un immense succès. Une société de plantation se développa dans l'île, entraînant un essor des échanges. Zanzibar demeura une importante plateforme du commerce des captifs, en partie parce que les exploitations de girofle, détenues par des planteurs mascatais et swahili, fonctionnaient grâce au travail servile et exigeaient le recours continu à la traite, qui alimentait ainsi d'importants marchés aux esclaves<sup>13</sup>. La production de clous de girofle et celle de sucre sur les plantations (*shamba*) se combinaient aux activités de collecte des matières premières du continent, en particulier l'ivoire. Le colon et orientaliste français Fortuné Albrand indique dans ses mémoires que, dans les années 1820, on comptait pas moins de 15 000 esclaves à Zanzibar pour un millier de Mascatais et un nombre légèrement supérieur de Swahili<sup>14</sup>.
- 15 Du fait de cette expansion économique et politique, le sultanat était devenu en quelques années un acteur majeur de la géopolitique de l'ouest de l'océan Indien. Les négociants qui avaient pris pied à Zanzibar s'étaient lancés dans des opérations commerciales jusque dans l'ouest de Madagascar, en particulier à Majunga. La présence de maisons de la Nouvelle Angleterre, sans parler de l'accroissement de la demande interlope en esclaves et engagés des Mascareignes et du Brésil, avait par ailleurs accentué le rôle du comptoir de Zanzibar, devenu alors le centre des échanges de l'Afrique orientale et du canal de Mozambique<sup>15</sup>. La force politique du sultanat de Mascate et de sa colonie de Zanzibar résidait dans sa puissance commerciale. Le sultanat avait su développer un système de taxes basé sur la ferme des douanes, garantissant des revenus considérables au sultan. Dès 1804, les douanes étaient affermées et, à partir de 1819, des négociants du Kutch, la famille Shivji, collectaient les taxes pour le sultan. Cette organisation douanière lui permettait d'entretenir un État doté d'une armée et d'une flotte relativement modernes et efficaces pour l'époque, pourvues essentiellement de matériel importé d'Angleterre<sup>16</sup>. À la faveur de l'alliance anglaise et de l'implantation commerciale américaine, les Omanais de Zanzibar avaient clairement dépassé les autres pouvoirs de la région. Ils avaient réussi à s'insérer dans l'échiquier diplomatique indianocéanique, allant jusqu'à concurrencer les puissances régionales, comme la capitainerie portugaise de Mozambique dans la région d'Angoche, dès les années 1820<sup>17</sup>. La ville de Zanzibar se développait rapidement autour d'une architecture spécifique en pierre, qui se différençait des habitats en végétaux de la côte africaine.
- 16 La trajectoire de Madagascar présente quelques points communs avec cette expansion, en particulier du fait de l'incidence de la politique britannique. Descendu sur la côte orientale au cours des années 1810, Radama prit le contrôle de la ville de Tamatave en

1817. La même année, les Britanniques signèrent un traité avec le souverain, l'officialisant sous le nom de « roi de Madagascar » et abolissant en contrepartie la traite extérieure des esclaves. En compensation de la suppression de la traite des esclaves, principale source de numéraire du royaume merina, une somme en or et argent ainsi que du matériel militaire lui étaient versés<sup>18</sup>. On estime que le gouvernement britannique de l'île Maurice fournit à Radama, entre 1813 et 1826, pas moins de 64 278 livres sterling, soit l'équivalent à l'époque de près de 443 kilogrammes d'or fin<sup>19</sup>. Ainsi, même si l'abolition de la traite des esclaves entraîna l'appauvrissement de nombreuses familles de l'Imerina, les versements britanniques de compensation enrichirent Radama et son appareil d'État<sup>20</sup>. Cet apport en numéraire fut d'un secours capital à la bonne marche des expéditions de conquête contre les autres royaumes de Madagascar<sup>21</sup>. Les Anglais tardèrent à fournir les dons promis, et ce n'est qu'en octobre 1820 que le traité fut finalement véritablement ratifié. Les sommes et les armes offertes renforcèrent Radama. Par ailleurs, à cette époque, les premiers missionnaires de la *London Missionary Society* arrivaient en Imerina, accompagnés de plusieurs traitants des Mascareignes, qui s'établirent en tant que formateurs et instructeurs dans plusieurs domaines. L'île Maurice envoyait auprès de Radama des conseillers militaires qui allaient contribuer à moderniser l'armée et à la conduire dans les campagnes de conquête dans la Grande île.

## Conceptions du territoire

- 17 Le contrôle territorial de ces deux États est comparable. Contrairement à la représentation européenne du territoire comme *continuum* spatial délimité, leur conception de l'espace politique était avant tout sociale. Dans le cas de Zanzibar, la maîtrise de l'espace restait très faible, puisqu'en dehors des principales villes, la souveraineté du sultan sur les sociétés de la côte restait nominale, voire souvent inexistante<sup>22</sup>. Les témoignages européens de l'époque sont imprégnés d'une compréhension « westphalienne » de la géopolitique et du concept de souveraineté étatique. Par conséquent, ils ont généré des erreurs d'appréciation sur l'emprise spatiale réelle du pouvoir des souverains. Les descriptions offertes par les voyageurs qui séjournèrent dans le sultanat restent ainsi très variables selon les auteurs et très souvent floues. À la mort de Sayyid Said bin Sultan, un consul français pouvait affirmer que l'autorité de Sayyid Majid s'étendait de Kilwa jusqu'au Ras Afoun (Nord-Somalie)<sup>23</sup>. Quatre ans plus tard, le sultanat de Zanzibar s'étendait, d'après le représentant français, du cap Gardafui au cap Delgado. Cependant, au-delà de cette délimitation géographique fluctuante, nombreux étaient les témoins qui reconnaissaient que l'autorité n'était « réellement reconnue que dans certaines villes ou bourgades » dont Wary-Cheh (nord de Mogadiscio) était la plus septentrionale. L'autorité se concentrait autour de Zanzibar et de deux grands centres : Lamu, spécialisé dans le commerce du sésame et des cuirs, et surtout Kilwa, important port d'exportation de la gomme copal, de l'ivoire et des esclaves. La région polarisée par Lamu comprenait Brawa, Merka, Mogadiscio et Wary-Cheh. Les Européens ne fréquentaient guère ces villes, qu'ils considéraient comme « farouches ». Cependant, les courtiers swahili y faisaient des affaires pour le compte des sociétés basées à Zanzibar<sup>24</sup>.
- 18 Dans ce contexte, la souveraineté du sultan ne s'étendait pas à proprement parler sur un territoire spatial délimité et cartographié, mais plutôt sur des réseaux lignagers,

religieux et commerciaux. Ces réseaux avaient des ramifications dans l'hinterland africain, sur la côte de Mrima (sud de la Tanzanie actuelle) et dans l'intérieur en suivant les routes caravanières qui acheminaient l'ivoire et les esclaves jusqu'à Zanzibar. Du côté de la mer, les réseaux du commerce boutrier étendaient l'influence du sultan dans l'océan Indien, de l'ouest de Madagascar jusqu'aux petites cités côtières de la côte du Benadir.

- 19 Dans le royaume de Madagascar, la territorialité est davantage fondée sur le contrôle de la terre, mais ne dépend pas moins de l'intensité des réseaux lignagers. On retrouve donc, mais à un degré moindre qu'à Zanzibar, cette territorialité en réseau. Le socle du royaume était l'Imerina, cœur fertile à forte densité des Hautes Terres centrales. Le contrôle social dans cette région se fondait sur de profonds liens de parenté et de clientèle, sur un réseau terrien de villes et villages densément peuplés et organisés autour de la production rizicole. L'État royal tirait sa puissance de la production agraire et industrielle de la région et s'appuyait sur une population abondante. En dehors de l'Imerina, la présence de l'État variait en intensité selon les régions *tanindrana* (« terres du dehors » : provinces). Certaines régions étaient en administration directe et d'autres en administration indirecte. Dans certaines d'entre elles, comme le Sud-Ouest ou l'Ouest, l'État royal merina ne contrôlait que des postes militaires. L'administration ne pouvait contrôler que de manière ponctuelle les sentiers traversant les immenses étendues où vivaient des groupes de faible densité pratiquant l'élevage extensif et l'agriculture itinérante sur brûlis. De manière générale, dans de nombreuses régions de Madagascar, la souveraineté du royaume de Madagascar se résumait au versement annuel de tributs. Là encore, de nombreux groupes échappaient à cette tutelle grâce à une grande mobilité spatiale. Les quelques capitales provinciales *renivohitra* (« ville-mère ») qui étaient censées contrôler d'immenses régions, malgré une capacité de coercition militaire supérieure, ne parvenaient qu'à assurer le contrôle du voisinage immédiat et restaient bien incapables d'assujettir des pans entiers de la société malgache. Dans bien des régions, comme dans l'Ouest et le Nord, des royaumes sakalava subsistaient de manière autonome en dehors de l'autorité d'Antananarivo<sup>25</sup>.

## Administration et contrôle de l'économie

- 20 La structure du pouvoir des Albusaidi sur la côte africaine était composite. Elle s'appuyait sur des autorités locales reconnues et une forme de gouvernement indirect assez développé. Différents témoins de l'époque ont rapporté la difficulté de régner pour le sultan et le manque d'autorité du souverain face à des élites locales parfois turbulentes. Ainsi, dans chaque cité de la côte, les anciens lignages aristocratiques shirazi (swahili se donnant pour ancêtres des migrants venus de Perse) conservaient une influence prépondérante<sup>26</sup>. Le pouvoir du sultanat devait donc composer avec les communautés lignagères patrilineaires (*taifa*). Chaque communauté avait son cheikh et un porte-parole officiel auprès du sultan (*tamim*)<sup>27</sup>. Ainsi, lorsque Sayyid Said vainquit la dynastie Mazrui qui régnait à Mombasa, une de ses premières décisions fut d'accorder une certaine autonomie aux communautés aristocratiques shirazi. Il nomma dans les principales *taifa* des représentants officiels *tamim*, qui pouvaient faire remonter leurs doléances vers le souverain. Les communautés conservaient donc leurs juridictions, et cela était une condition *sine qua non* du maintien de la présence du sultan dans les villes. Comme le relève Fred J. Berg, le pouvoir du sultan était orienté

vers une administration indirecte : « Though distant, the Busaidi sultans were accessible, and allowed the Swahili the best of both worlds : rulers far enough away not to be a nuisance, who could yet take cognizance of their subjects' wishes. »<sup>28</sup>

- 21 Le sultanat de Zanzibar était néanmoins doté d'une ébauche d'administration territoriale qui lui permettait d'intervenir directement dans les affaires locales. Celle-ci était en réalité composée des membres de confiance de la dynastie régnante. Elle était chapeauté par des gouverneurs (*liwali*) nommés par le sultan lui-même. Ces derniers résidaient dans les principales agglomérations. Ils disposaient de garnisons et étaient dotés de pouvoirs judiciaires étendus. La justice des *liwali* venait en quelque sorte jouer le rôle de cour d'appel de la justice rendue par les *qadi*, qui réglaient la plupart des conflits dans la société swahili suivant les différentes doctrines religieuses communautaires<sup>29</sup>. Ces gouverneurs étaient généralement issus des lignages omanais. Ainsi, dans les années 1860, le port de Lamu était directement contrôlé par un *liwali*, Seïd Saoud, présenté dans les archives comme neveu de Sayyid Bargash. Ce gouverneur était à la tête d'une garnison « suffisante pour y maintenir la tranquillité et assurer la sûreté des Indiens qui y demeurent »<sup>30</sup>. Si les places de gouverneurs étaient généralement réservées aux membres de la famille royale, des sujets du sultan d'origine baluchi ou yéménite, ayant fait preuve d'un dévouement particulier, pouvaient parfois accéder à cette fonction<sup>31</sup>.
- 22 À côté de ces représentants directs du sultan, existaient également des petits gouverneurs (*akidas*), nommés par les *liwali*, qui résidaient dans les villes secondaires et servaient de courroie de transmission au pouvoir politique<sup>32</sup>.
- 23 L'ensemble de cette administration territoriale n'était pas salariée, mais se rémunérait par la collecte d'une partie des taxes et des amendes perçues. Par ailleurs, les agents du sultan, membres de sa famille, faisaient également du commerce et pouvaient ainsi tirer d'importants revenus de leur activité administrative, qui leur apportait un réel avantage dans la conduite de leurs affaires commerciales. Le sultan lui-même, comme la plupart des membres de l'administration territoriale, investissait dans les cultures de rente (girofle, sucre, sésame, indigo, etc.). Ainsi, Charles Guillain pouvait ne voir dans le *liwali* de Mombasa, Salem ben Abdallah, qu'un « bon gros commerçant, occupé à peu près exclusivement de ses intérêts particuliers »<sup>33</sup>. D'après tous les témoignages de l'époque, le sultanat tirait la majeure partie de ses revenus des recettes des douanes<sup>34</sup>. Cependant, le contrôle du commerce était très faible et peu structuré. Au milieu des années 1850, le consulat de France était incapable de mesurer avec précision l'ampleur du commerce entre Zanzibar et le Nord de l'océan Indien. Les boutres qui provenaient du nord-ouest de l'Inde, d'Oman et du Yemen, n'étaient en effet soumis à aucune formalité écrite, les marchandises étaient directement déchargées sans que la douane, qui ne tenait pas de registres, prenne aucune note. Sur simple déclaration verbale de la valeur de la cargaison, l'agent des douanes prélevait simplement la taxe de 5 % sur les importations<sup>35</sup>. Cependant, l'achat de certains produits prisés des Européens, comme la gomme copal ou l'ivoire, était prohibé en dehors du port de Zanzibar. Il s'agissait pour le sultanat de conserver le monopole de l'interface entre l'hinterland et le marché mondial<sup>36</sup>. Durant le règne de Sayyid Bargash, la couverture administrative augmenta fortement. Dans les années 1880, de nombreux *liwali* et *akidas* furent nommés dans des agglomérations où aucun représentant du sultan ne résidait auparavant, signe de la tardive tentative de l'État zanzibari de fonder un État territorial sur le modèle européen<sup>37</sup>.

- 24 L'administration malgache s'organisait autour du découpage du territoire en différentes provinces. Le cœur du royaume était le palais royal, situé à Antananarivo. La résidence royale symbolisait le lien entre ancêtres et pouvoir politique. Dès les années 1810, le processus d'expansion du royaume de Madagascar se fit au détriment de nombreuses entités politiques malgaches. Au cours de campagnes militaires successives, les souverains Radama puis Ranavalona parvinrent à soumettre des groupes dynastiques qui reconnurent la souveraineté de la dynastie merina. Les agglomérations principales de la Grande Île furent rapidement contrôlées, dès le règne de Radama. Dans chaque ville du royaume, et en particulier dans les ports, furent installés des gouverneurs qui avaient la ferme des douanes et devaient rendre la justice<sup>38</sup>. Cependant, les communautés locales avaient leurs propres coutumes spécifiques, et la condition du maintien du pouvoir royal consistait justement à maintenir un subtil équilibre avec les pouvoirs locaux. Ainsi, dans plusieurs régions de Madagascar, notamment dans l'Ouest, les aristocrates vaincus pouvaient continuer à rendre justice, à prélever un certain nombre de taxes relatives à certains services politico-religieux, etc. La reconnaissance de la suzeraineté de la monarchie merina s'exprimait à travers les cultes lignagers et le contrôle par l'armée royale des reliques ancestrales des différents groupes lignagers soumis<sup>39</sup>. Parallèlement à l'établissement d'une autorité fondée sur la souveraineté sacrée, une administration centralisée était également instaurée. Dès les conquêtes des années 1820, des provinces étaient créées, instaurant des zones d'influence des gouverneurs. Ceux-ci étaient généralement des proches parents du souverain, ou des membres de la haute aristocratie merina. L'administration, basée sur l'usage de l'écrit, fondée dès les années 1820, permit de structurer des relations régionales et de pérenniser les liens entre capitale et provinces. Le contrôle de l'économie et du commerce extérieur fut un enjeu primordial de la construction de l'État royal. Un système douanier unifié sous le contrôle de Tananarive fut établi dès la conquête radamienne. Les armées suivirent les principales routes commerciales de la Grande Île et les jalonnèrent de postes militaires. Le contrôle des principaux ports de Madagascar, principales interfaces du commerce, dont le très lucratif trafic d'esclaves était une des activités principales, fut un des objectifs premiers de l'expansion du royaume de Madagascar. Il s'agissait pour l'État de contrôler les voies de communication, d'installer des postes de douanes, et ainsi de priver les royautes et les pouvoirs locaux de leurs revenus<sup>40</sup>.
- 25 De la même manière que le sultanat de Zanzibar, le royaume merina tentait d'exercer un contrôle sur les modalités de l'échange avec l'étranger. Une politique douanière fut mise en œuvre, imposant de manière régulière les produits importés et limitant strictement l'exportation des ressources les plus stratégiques. Ainsi, une des premières mesures phares de Radama I<sup>er</sup> fut d'interdire toute migration de travailleurs vers les îles Mascareignes, tandis qu'il acheminait les captifs de guerre vers l'Imerina et les plantations de l'Est, où les travailleurs contribuaient à enrichir la dynastie. L'État merina se pensait alors comme un centre de gravité autosuffisant, accumulant le capital et la force de travail, et non comme une dépendance économique des marchés des Mascareignes et de l'Europe<sup>41</sup>.

## Forces militaires

- 26 Le pouvoir des deux États que nous comparons s'appuyait sur des forces armées relativement importantes et bien structurées. Cependant, une différence notable oppose les deux États : le sultanat de Zanzibar était essentiellement protégé par une petite armée de mercenaires recrutés dans le Baluchistan (actuel Iran) et l'essentiel de la force militaire zanzibari était maritime ; l'armée du royaume de Madagascar était, quant à elle, quasi exclusivement terrestre, fondée sur un contingent de sujets libres venus essentiellement des régions de l'Imerina. Les quelques tentatives maritimes du royaume de Madagascar furent sans lendemain, et totalement dépendantes de marins recrutés à l'étranger<sup>42</sup>.
- 27 Un point commun, qu'on peut immédiatement saisir au sujet des forces armées zanzibari et malgaches, est l'omniprésence britannique dans l'armement et la formation des armées. À l'issue des guerres napoléoniennes, la puissance britannique livrait des armes et des uniformes réformés à de nombreux États africains<sup>43</sup>. Ainsi, à la suite du traité anglo-merina de 1817, la Grande-Bretagne fournit au royaume de Madagascar d'importants stocks d'armes réformées du conflit européen ainsi que de nombreux uniformes, qui donnèrent une allure anglaise aux régiments d'élite *voromahery*, à la tête desquels Radama soumit une bonne partie de l'île<sup>44</sup>. Dès les années 1820, Radama pouvait réunir un corps d'armée de plus de 20 000 hommes pour conquérir les provinces de l'Ouest. L'armée du royaume était accompagnée d'innombrables porteurs accompagnant les soldats (*miaramila*), de groupe statutaire libre<sup>45</sup>.
- 28 En 1879, le système militaire fut réformé. Un service militaire de cinq ans fut mis en place. L'armée comprenait alors entre 20 000 et 25 000 hommes. Ce chiffre passa à près de 35 000 soldats à la veille de la première guerre franco-malgache (1883). Des contrats passés avec des compagnies allemandes devaient accroître l'armement en fusils modernes, en mitrailleuses et en canons. En 1894, l'armée malgache disposait de 216 canons de différents types, quelques mitrailleuses, près de 20 000 fusils à culasse, dont seule la moitié était en état de fonctionnement, ainsi que de nombreux fusils de type ancien, à chargement par la bouche. Le gouvernement avait à sa disposition une cartoucherie qui permettait une relative autonomie de ravitaillement en munitions<sup>46</sup>.
- 29 En comparaison, l'armée du sultanat n'alignait en 1847 que fort peu de soldats réguliers. L'officier français Charles Guillain rapporte ainsi que les possessions africaines de Sayyid Said ne pouvait compter que sur 400 soldats baluchis, très mal armés<sup>47</sup>. Ainsi on ne comptait que 40 soldats à Kilwa en 1868, et Mombasa n'avait qu'une garnison de 220 soldats en 1874. En 1886, l'État zanzibari ne comptait au total que 2 852 soldats réguliers, répartis dans des garnisons de 8 à 400 hommes<sup>48</sup>. Mais la puissance zanzibari s'appuyait aussi sur des forces supplétives, composées pour partie d'hommes liés aux lignages swahili de la côte, qui reconnaissaient la suzeraineté du sultan de Zanzibar. D'autre part, les notables avaient à leur disposition d'importants contingents d'esclaves qui pouvaient servir de garde personnelle, voire de force d'appoint pour les expéditions militaires. Les habitants des cités de la côte pouvaient aussi prendre spontanément les armes en cas de menace directe. À côté de ces forces, le sultanat pouvait également recourir ponctuellement aux services de mercenaires venus de l'hinterland. Ainsi, pendant la guerre de 1859 qui opposa Sayyid Majid à son frère Thuwaini, l'autoproclamé sultan de Zanzibar put compter sur des forces levées par les

lignages swahili, les mercenaires baluchi, ainsi que 150 hommes envoyés en soutien par l'île de Moheli (Comores).

- 30 La vocation maritime et marchande du sultanat zanzibari nécessitait une importante force navale, dont il se dota dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Grâce à l'aide anglaise, plusieurs navires de guerre, construits dans les chantiers navals de Bombay ou de Cochin, dont certains armés de plusieurs dizaines de canons, étaient à la disposition du souverain. En 1838, la flotte consistait en trois frégates, quatre corvettes, sept bricks. Ces embarcations de construction européenne étaient généralement pilotées par des officiers européens au service du sultanat. La flotte n'était donc pas un outil militaire tout à fait souverain, n'étant pas indépendant des puissances européennes<sup>49</sup>. En dehors de cette flotte moderne, le sultan disposait de nombreux boutres de divers tonnages, dont les équipages venaient du golfe Persique et de la mer d'Oman. Ces bateaux de guerre servaient en réalité surtout d'outils de prestige et étaient très utiles pour le commerce au long cours. Ces navires permirent au sultan d'établir des relations commerciales et diplomatiques avec des puissances étrangères. Ainsi, dans les années 1830, les bateaux du sultan fréquentaient régulièrement les Mascareignes et les ports de l'Inde, comme en attestent les fréquentes mentions dans les registres portuaires de Port-Louis (île Maurice)<sup>50</sup>. En dehors de l'arène indianocéanique, les bateaux furent même envoyés dans l'Atlantique par le cap de Bonne Espérance, où ils atteignirent la France, l'Angleterre et même les États-Unis pour des missions diplomatiques<sup>51</sup>.

## Un concert indianocéanique des nations

- 31 Comme je l'ai détaillé plus haut, la zone d'influence de Zanzibar était par nature cosmopolite et indianocéanique. Un des objectifs du sultan de Zanzibar était de tisser des alliances avec les pouvoirs de la région, en s'appuyant sur les ramifications commerciales zanzibari. Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, et probablement bien avant, le sultanat de Mascate était en contact avec l'aristocratie malgache, sakalava bien sûr mais aussi merina. Les villes de l'ouest de Madagascar, comme Majunga, étaient des satellites économiques du commerce indo-omanais dès les années 1770 et sans doute même bien avant. Sous le règne d'Andrianampoinimerina, des ambassades omanaises venaient en Imerina pour faire du commerce, et il y avait des commerçants omanais sur la côte orientale de Madagascar jusque dans les années 1820<sup>52</sup>. L'expansion territoriale du royaume de Madagascar et la remise en cause des équilibres géopolitiques dans le canal de Mozambique allaient cependant entraîner un remaniement des relations malgachomascataises.
- 32 L'ouest de Madagascar se trouvait au début du XIX<sup>e</sup> siècle dans la dépendance économique de Zanzibar, au moment de l'arrivée des forces du royaume de Madagascar. L'islamisation d'une partie des aristocrates était en cours, du fait de l'omniprésence des marchands swahili et mascatais. Cette partie de Madagascar était intégrée dans les réseaux commerciaux de Zanzibar. Ainsi, une part non négligeable des matières premières embarquées à Zanzibar était issue de la collecte des produits agricoles malgaches (cire, bœufs, gommés, bois, etc.<sup>53</sup>). Les commerçants musulmans jouissaient d'une influence considérable sur la monarchie sakalava de l'Ouest. Certains aristocrates déchus, comme le roi sakalava Andriantsohy, se réinstallèrent dans des zones littorales bien reliées aux horizons est-africains et tentèrent de s'allier au sultanat de Zanzibar contre le royaume de Madagascar. Le sultan semble avoir rejeté les

demandes des Sakalava, mais il est fort probable que les aristocrates sakalava avaient déjà fait acte d'allégeance au souverain arabe.

- 33 Toutefois, pendant l'isolement diplomatique du royaume de Madagascar sous le règne de Ranavalona I<sup>er</sup>, consécutif aux persécutions contre les chrétiens, le souverain Sayyid Said tenta d'établir une alliance avec la reine de Madagascar. L'alliance proposée par Zanzibar comportait un mariage et une assistance malgache aux projets militaires de Zanzibar dans sa lutte pour la prise en main de la ville de Mombasa, restée aux mains des Mazrui, lignage aristocratique swahili en conflit avec les Albusaidi<sup>54</sup>. La reine rejeta la proposition de mariage, comme en attestent les archives malgaches, mais proposa son aide militaire<sup>55</sup>. Pourtant, l'ébauche d'alliance semble n'avoir pas été suivie et les deux monarchies restèrent séparées.
- 34 Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'espace du canal de Mozambique n'était séparé par aucune frontière. Les espaces terrestres n'étaient pas conçus comme unités géographiques objectives. Mais les Malgaches développèrent rapidement la conception insulaire du pré carré, ou plutôt de la parcelle de rizière, *riaka*. La conception même de l'espace politique n'était pas marquée, comme on l'a dit plus haut, par une conception « westphalienne » de la géopolitique. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'île de Moheli (Comores) était sujette de Zanzibar<sup>56</sup>. En 1838, à la faveur de l'alliance des sakalava bemihisatra avec Zanzibar, les services français de la Réunion estimaient que le sultan envisageait encore une expédition contre le royaume de Madagascar, afin de réintégrer les familles musulmanes expulsées de Majunga quatorze ans plus tôt<sup>57</sup>.
- 35 En 1839, les autorités malgaches du poste d'Anorontsangana (nord-ouest de Madagascar) apprenaient que Sayyid Said considérait que la région lui appartenait<sup>58</sup>. Quand, en 1840, le sultan de Zanzibar apprit que les Français avaient signé un traité avec les Sakalava du Nord et s'étaient installés sur l'île de Nosy Be, cela causa une crise diplomatique entre la France et le sultanat. L'administration zanzibari considérait que l'ensemble des Sakalava de la côte ouest étaient ses sujets, ce en quoi il n'avait pas tort, puisque les souverains de la région lui avaient fait allégeance et étaient ses tributaires<sup>59</sup>.
- 36 En dépit de ces remaniements géopolitiques, l'influence économique zanzibari resta dominante dans l'ensemble du bassin du canal de Mozambique jusque dans les années 1870. Suite à l'ouverture du canal de Suez (1869) et à la fermeture des marchés aux esclaves de Zanzibar en 1873, le système économique zanzibari commença à présenter des signes d'affaiblissement<sup>60</sup>. Le phénomène d'érosion continua sous l'influence politique et commerciale des puissances allemande et anglaise, qui achevèrent de saper les fondements de l'État zanzibari. L'impérialisme européen n'eut pas le même effet à Madagascar. Il fallut une première guerre (1883-1885) puis l'expédition d'une armée de près de 10 000 hommes pour que la France parvienne à prendre le contrôle d'Antananarivo. La grande révolte nationaliste et prophétique des *Menalamba*, qui suivit la déposition de la reine Ranavalona III, dura près de deux ans.

## Conclusion

- 37 En apparence très différents, les deux États les plus puissants d'Afrique de l'Est au XIX<sup>e</sup> siècle présentent en définitive un certain nombre de points communs, ce qui montre

toute la pertinence de comparer les dynamiques de construction des États d'Afrique subsaharienne.

- 38 Les structures des États participent d'un même enracinement dans les croyances religieuses locales, ce qui leur confère une forte légitimité, bâtie dans la durée. Les communautés intégrées dans les structures politiques zanzibari et malgaches adhèrent à une idéologie commune qui permet aux dynasties régnantes de légitimer leur pouvoir. De ce point de vue, l'islam est un puissant vecteur de la puissance zanzibari, et les communautés musulmanes, y compris à Madagascar, pouvaient continuer à reconnaître le prestige des sultans tout en vivant sous les remparts de garnisons fidèles à Antananarivo. La côte ouest de Madagascar est à ce titre un intéressant lieu de croisement des influences. L'analyse des rapports complexes des Malgaches de l'Ouest avec les réseaux swahili montre bien le caractère profondément perméable du canal de Mozambique.
- 39 Une autre similitude relie aussi les deux royaumes. Le sultanat de Mascate puis de Zanzibar est caractérisé par un fonctionnement en réseau, articulé autour de villes marchandes. L'État zanzibari est composite en ce qu'il associe une aristocratie arabe à des lignages locaux, dont les prérogatives sont conservées. On retrouve ce trait dans la construction politique malgache.
- 40 Une différence de taille sépare cependant Zanzibar de Madagascar. Économiquement, le sultanat de Zanzibar est un État marchand, maritime, dont les ressources provenaient essentiellement de la plus-value réalisée dans les transactions entre l'hinterland et le grand large. De ce point de vue, le cas du royaume de Madagascar est très différent puisqu'il s'agit avant tout d'un État de type agraire, fondé sur une maîtrise de la terre et de ses productions. Le royaume de Madagascar pouvait s'isoler du marché mondial et s'autosuffire, au prix il est vrai de graves difficultés économiques. Le sultanat de Zanzibar, dès sa constitution, fut un État *comprador* qui ne put jamais se détacher de la dépendance aux marchés extérieurs. Dans cette perspective, on comprend mieux pourquoi le royaume de Madagascar a constitué un espace favorable à la création d'un État-nation, alors que l'État formé par le sultanat de Zanzibar, appareil essentiellement commercial au service d'une aristocratie, n'a finalement pas survécu au démembrement politique de l'Afrique de l'Est, à l'époque coloniale puis lors des indépendances.

---

## NOTES

1. Sheriff A., *Slaves, Spices and Ivory in Zanzibar : Integration of an East African Commercial Empire into the World Economy, 1770-1873*, Londres : J. Currey ; Athènes : Ohio university press ; Dar es Salaam : Tanzania publ. house, 1987, 297 p.
2. Campbell Gwyn, *An Economic History of Imperial Madagascar, 1750-1895. The Rise and Fall of an Island Empire*, African Studies, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, 413 p.
3. Voir Bois D., « Empire merina, royaume malgache », dans Raison-Jourde F. & Randrianja S., *La nation malgache au défi de l'ethnicité*, Paris, Karthala, 2002, p. 93-106 ; sur l'emphase apportée au

traitement de la puissance du sultanat de Mascate, voir Nicolini B., « The Myth of the Sultans in the Western Indian Ocean during the Nineteenth Century : a New Hypothesis », *African and Asian Studies*, n° 8, 2009, p. 239-267.

4. Subrahmanyam S., *L'empire portugais d'Asie*, Paris, Seuil, 2013 (réed.), p. 58-59.

5. Guillain C., *Documents sur l'histoire, la géographie et le commerce de la côte orientale de l'Afrique orientale*, Paris, Arthus Bertrand, 1856, 2<sup>e</sup> part., 2<sup>e</sup> t., p. 217.

6. Sayyid : descendant du prophète Mohammed. Titre honorifique désignant un membre d'une dynastie régnante.

7. Hoffman V., « The Articulation of Ibadi Identity in Modern Oman and Zanzibar », *The Muslim World*, 14.2, 2004, p. 201-216.

8. Bhacker M. R., *Trade and Empire in Muscat and Zanzibar : roots of British domination*, London ; New York, Routledge, 1992, p. 6-9 ; Nicolini B., « The Myth of the Sultans in the Western Indian Ocean during the Nineteenth Century : a New Hypothesis », *African and Asian Studies*, n° 8, 2009, p. 239-267.

9. Nicolini B., *op. cit.*, p. 239-267.

10. Letter from the ruler of Anjouan to Ahmad B Said Albusaidi, 12<sup>th</sup> Jamad al-Awwal, 1163 (1750), in Bhacker M.R., *op. cit.*, p. 199.

11. Vernet T., « La première traite française à Zanzibar : le journal de bord du vaisseau *L'Espérance*, 1774-1775 », dans Radimilahy C. & Rajaonarimanana N. (dir.), *Civilisations des mondes insulaires (Madagascar, îles du canal de Mozambique, Mascareignes, Polynésie, Guyanes). Mélanges en l'honneur du professeur Claude Allibert*, Paris, Karthala, 2011, p. 477-522.

12. Sheriff A., *op. cit.*, p. 48-49.

13. Cooper F., *Plantation slavery on the east coast of Africa*, New Haven, Yale University Press, 1977, 314 p.

14. Archives de la chambre de commerce de Marseille, Albrand Fortuné, *Mémoires sur Madagascar et l'île de Zanzibar écrits à la suite de diverses missions diplomatiques dont l'auteur a été chargé pendant les années 1818 et 1819*, Marseille, manuscrit, 7 février 1827, p. 186-187.

15. Capela J., *O tráfico de escravos nos portos de Moçambique*, Porto, Edições Afrontamento, 2002, 395 p.

16. Pawelczak M., *The State and the Stateless, The sultanate of Zanzibar and the East African Mainland : Politics, Economy and Society, 1837-1888*, Warszawa, Instytut Historyczny Uniwersytetu Warszawskiego, 2010, p. 299 et suiv.

17. Capela J., *op. cit.*, p. 106.

18. Voir Valette J., « Le traité anglo-merina du 23 octobre 1817 », *Bulletin de Madagascar*, n° 222, p. 913.

19. Une livre sterling valait 7,32 grammes d'or fin, soit 113,46 grammes d'argent fin.

20. Campbell Gwyn, *op. cit.*, p. 75-77.

21. *The Asiatic journal and monthly miscellany*. vol. 27, janvier-juin 1829, p. 369.

22. Guillain Ch., *op. cit.*, t. 2, p. 234.

23. AMAE, CCC, Zanzibar 2, consul de France à Zanzibar au ministre des Affaires étrangères, 27 février 1858.

24. AMAE, CCC, Zanzibar 2, consul de France à Zanzibar au ministre des Affaires étrangères, 2 mai 1860.

25. Sanchez S., *Le long XIX<sup>e</sup> siècle de Nosy Be et de la baie d'Ampasindava (nord-ouest de Madagascar). Dynamiques malgaches et mondialisations dans un comptoir du sud-ouest de l'océan Indien*, thèse de doctorat, dir. F. Rajaonah, université Paris-Diderot, 2013, 775 p.

26. Middleton J., *African Merchants of the Indian Ocean, Swahili of the East Coast*, Long Grove, Waveland, 2004, 134 p.

27. Berg F.J., « The Swahili Community of Mombasa, 1500-1900 », *Journal of African History*, vol. 9, n° 1, 1968, p. 39 et suiv.

28. *Idem*, p. 54.
29. Pouwells R., *Horn and Crescent. Cultural change and traditional Islam on the East African coast, 800-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 151 et suiv.
30. AMAE, CCC, Zanzibar 2, consul de France à Zanzibar au ministre des Affaires étrangères, 2 mai 1860.
31. Nicolini B., « The Makran-Baluch-African Network in Zanzibar and East Africa during the XIX<sup>th</sup> Century », dans *African and Asian Studies*, vol. 5, n° 3, 2006, p. 347-370.
32. Pawelczak M., *op. cit.*, p. 228-229.
33. Guillaïn Ch., *op. cit.*, t. 2, p. 204.
34. *Idem*, p. 250-251.
35. AMAE, CCC, Zanzibar 2, consul de France à Zanzibar au ministre des Affaires étrangères, 28 décembre 1856.
36. AMAE, CCC, Zanzibar 2, consul de France à Zanzibar au ministre des Affaires étrangères, 2 mai 1860.
37. Pawelczak M., *op. cit.*, p. 228-229.
38. Ayache S., « Pouvoir central et provinces sous la monarchie merina au XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Le sol, la parole et l'écrit, Mélanges Raymond Mauny*, SFHOM, 1981, p. 835-856.
39. Ballarin M.P., *Les reliques royales à Madagascar, source de légitimation et de pouvoir, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Karthala, 2000, 463 p.
40. Raison F., *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX<sup>e</sup> siècle, Invention d'une identité chrétienne et construction de l'État*, Paris, Karthala, 1991, 840 p.
41. Sanchez S., « L'État et les matières premières à Madagascar. Éléments historiques sur le contrôle du commerce extérieur par l'État (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », dans « Madagascar : anatomie d'un état de crise », n° spécial de la revue *Afrique contemporaine*, n° 251, mars 2015, p. 157-166.
42. Esoavelomandroso M., « L'oligarchie merina et la mer à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », *Omalý sy Anio* n° 5-6, Antananarivo, 1977, p. 55-61.
43. Chew E., *Arming the Periphery. The Arms Trade in the Indian Ocean during the Age of Global Empire*, New York, Palgrave Macmillan, 2012, 328 p.
44. Valette J., « Le traité anglo-merina du 23 octobre 1817 », *Bulletin de Madagascar*, n° 222, p. 913.
45. Les esclaves ne pouvaient exercer le métier de soldat. Le métier des armes était une prérogative réservée aux libres.
46. Decary R., *Coutumes guerrières et organisation militaire chez les anciens Malgaches*, Paris, Éd. maritimes et d'outre-mer, t. 2, 1966, 110 p.
47. Guillaïn Ch., *op. cit.*, t. 2, p. 239.
48. Pawelczak M., *op. cit.*, p. 240-241.
49. AMAE, Correspondance consulaire et commerciale, Zanzibar 2, lettre du consul de France à Zanzibar au ministre des Affaires étrangères, 1<sup>er</sup> janvier 1852.
50. Archives de l'Île Maurice, Z2D passports office, lists passengers inward.
51. Guillaïn Ch., *op. cit.*, t. 2, p. 241-244.
52. Sanchez S., *op. cit.*, 2013, 775 p.
53. Archives de la chambre de commerce de Marseille, Albrand Fortuné, *op. cit.*, p. 193.
54. Bhacker M.R., *op. cit.*, p. 110-111.
55. Archives nationales de Madagascar, Archives royales, DD7, lettre de Saidisaidy (Sayyid Said) à Ranavalomanjaka, 19 adizaoza 1834.
56. Archives nationales d'outre-mer, Madc295d737, rapport de Guillaïn, commandant de la *Dordogne* au gouverneur de Bourbon, 9 janvier 1841, à la suite d'une mission accomplie à Zanzibar et Mascate en juillet 1840.
57. Archives nationales d'outre-mer, Madc295d737, lettre du gouverneur de Bourbon au ministre de la Marine et des Colonies, 5 septembre 1838.

58. Archives nationales de Madagascar, archives royales, III CC, Morontsanga, lettre de Rainisoa et de Ramanambahoaka à Ranavalomanjaka le 27 Adizaoza 1839.
59. Archives départementales de la Réunion, 1M374, lettre du gouverneur de la Réunion à l'iman de Mascate, 15 février 1841.
60. Depelchin J., « The Transition from Slavery, 1873-1914 », dans Sheriff A. & Ferguson E., (dir.), *Zanzibar under Colonial Rule*, London, James Currey, 1991, p. 11-35.

## RÉSUMÉS

Peut-on comparer deux États *a priori* aussi différents que le sultanat de Zanzibar et le royaume de Madagascar, États qui connurent leur apogée à la même époque, dans la même région ? À travers la description de leurs bases idéologiques, de leurs structures administratives et militaires, à travers aussi l'analyse des nombreuses relations qui les ont réunis, cet article vise à mettre en relation deux historiographies trop souvent séparées. Il s'agit aussi de sortir d'une histoire des Européens en Afrique pour favoriser l'analyse de la trajectoire politique et économique du sud-ouest de l'océan Indien, fondée sur des sources de différentes origines. Cette analyse comparative montre qu'il y eut, au cœur de la mondialisation du XIX<sup>e</sup> siècle, un concert des nations indianocéaniques composé d'États, marchand pour Zanzibar, agraire pour le royaume de Madagascar, et qui, loin d'être passifs, surent se consolider tout au long du siècle.

## INDEX

**Keywords** : Zanzibar, Madagascar, empire, Oma, Swahili, colonisation, mondialisation

**Palabras claves** : Zanzibar, Madagascar, empire, Oma, Swahili, colonisation, mondialisation

**Index géographique** : Afrique de l'Est, Tanzanie, Madagascar, Océan indien

**Mots-clés** : Zanzibar, Madagascar, empire, Oma, Swahili, colonisation, mondialisation

**Index chronologique** : XIX<sup>e</sup> siècle

**Schlüsselwörter** : Zanzibar, Madagascar, empire, Oma, Swahili, colonisation, mondialisation

## AUTEUR

**SAMUEL SANCHEZ**

Ater, université Paris 7-Denis Diderot